

D 636 EL SALVADOR: LE MASSACRE DU FLEUVE SUMPUL

Au moins 600 paysans massacrés, femmes et enfants compris, telle est la grave accusation que des prêtres et religieuses de Santa Rosa de Copán, au Honduras, viennent de lancer le 19 juin 1980 contre le gouvernement salvadorien. On lira ci-dessous le texte de cette déclaration, qui accuse également le gouvernement hondurien de complicité. Le massacre aurait eu lieu le 14 mai; il s'inscrit dans le climat de panique qui a saisi la population, suite à la vague sanglante de répression gouvernementale (cf. DIAL 634).

Démentie par les autorités salvadoriennes et honduriennes, l'information a été confirmée par la Conférence épiscopale hondurienne.

Note DIAL

DECLARATION

En tant que prêtres et religieuses du diocèse de Santa Rosa de Copán, alertés sur la douloureuse situation de nos frères salvadoriens réfugiés dans la région de Guarita relevant de ce diocèse, et pressés par notre foi au Dieu de vérité et de vie, nous déclarons à l'opinion publique ce qui suit:

1- Les faits

Depuis janvier dernier un bon nombre de salvadoriens, dans leur majorité des enfants, des femmes, des vieillards, cherchent refuge dans notre pays. Dans leur exode ils font systématiquement l'objet du harcèlement de la Garde nationale salvadorienne.

L'exemple le plus notoire de ce harcèlement et de la cruauté qui l'accompagne a été donné le 14 mai dernier. Le jour précédent sont arrivés à Guarita plusieurs camions et véhicules de l'armée hondurienne remplis de soldats. Sans s'arrêter dans la localité, ils ont parcouru les quatorze kilomètres qui la séparent du fleuve Sumpul, frontière entre le Honduras et El Salvador, et se sont installés sur la rive gauche, près des villages honduriens de Santa Lucía et de San José. Par les mégaphones dirigés vers le territoire salvadorien ils interdisaient à grands cris de passer la frontière.

Sur l'autre rive, dans le village salvadorien de La Arada et dans les environs, le massacre a commencé vers 7 H du matin. Avec deux hélicoptères au moins, la Garde nationale salvadorienne, l'armée et l'organisation para-militaire ORDEN ont tiré sur les gens sans défense. Des femmes torturées avant de recevoir le coup de grâce, des bébés lancés en l'air pour servir de cible: telles sont quelques-unes des scènes de la tuerie. Les salvadoriens qui traversaient le fleuve étaient repoussés par les soldats honduriens vers la zone du massacre. Le génocide a cessé dans le milieu de l'après-midi, se soldant par au moins six cents cadavres.

Quelques jours auparavant, dans la ville d'Ocotepeque, à la frontière du Guatemala et d'El Salvador, avait eu lieu, selon la presse hondurienne une réunion secrète de militaires de haut rang des trois pays. L'information avait été officiellement démentie peu de temps après.

Les quelque six cents cadavres, non enterrés, ont été abandonnés aux chiens et aux charognards pendant plusieurs jours. D'autres se sont perdus dans les eaux du fleuve. Un pêcheur hondurien a trouvé cinq petits corps dans sa nasse. Le fleuve Sumpul a été contaminé depuis le village de Santa Lucia.

L'Organisation des Etats américains, financée par les deux gouvernements depuis une dizaine d'années, a ignoré le fait.

Depuis ce 13 mai tragique, le nombre des réfugiés a sensiblement augmenté. C'est ainsi que dans la région frontalière du diocèse il y a quelque 1.500 salvadoriens en situation d'insécurité totale. Des bruits et des ordres confus courent parmi eux, d'après lesquels ils doivent retourner dans leur pays, sinon la Garde nationale va pénétrer au Honduras pour achever de les tuer. Dans la région de Corozal, de fait, la Garde nationale salvadorienne a pénétré dans notre pays et a menacé nos concitoyens. Un hélicoptère salvadorien a aussi survolé les villages honduriens de Talquinte et de San José.

Les honduriens de cette zone pauvre, qui ont dès le début partagé avec les réfugiés tout ce qu'ils avaient, sont malmenés, trainés devant la justice et fichés. Certains de ceux qui ont prêté des bêtes de somme pour transporter des aliments depuis les dépôts de Caritas reçoivent des menaces. Cette situation est aggravée par le fait curieux que, chaque fois qu'un organisme international ou un journaliste étranger cherche à se rendre là où se trouvent des réfugiés, ceux-ci sont contraints d'abandonner les maisons et de se réfugier dans la montagne. La triste réalité des réfugiés n'arrive donc pas jusqu'à l'opinion publique.

La dysenterie, le paludisme, les oreillons ou les infections cutanées menacent la population, surtout les enfants. C'est pour cela que Caritas a envoyé des médicaments. Mais l'envoi de brigades médicales a été interdit par le gouvernement. Les derniers aliments répartis également entre les 3.000 réfugiés et les honduriens dans le coin, dureront environ dix jours.

2- Réflexion chrétienne

Il n'est pas de notre ressort de discuter de raisons politiques. Notre devoir est d'interpréter la voix de Dieu qui dit: "J'ai vu l'oppression de mon peuple en Egypte, j'ai entendu ses plaintes envers ses oppresseurs, je connais ses angoisses et je suis résolu à le délivrer" (Exode 3, 7).

C'est pourquoi nous nous voyons dans l'obligation impérieuse de protester contre cette situation, mûs par notre conception chrétienne d'un Dieu de la vie, et non pas de la mort, qui proclame: "Le voleur ne vient que pour dérober, tuer et perdre. Je suis venu pour qu'ils aient la vie, et la vie en abondance" (Jean 10, 10).

Eclairés par la parole de Dieu et par les enseignements de l'Eglise, nous estimons que le massacre de salvadoriens et la situation des réfugiés de ce pays chez nous sont une chose inhumaine et anti-chrétienne.

- 1) On viole les droits les plus essentiels de la personne humaine, tels que le droit à la vie, à la santé, à la sécurité, etc.
- 2) On viole le commandement divin de l'amour, fondamental pour ceux qui veulent suivre les pas de Jésus-Christ notre sauveur.
- 3) On viole l'enseignement traditionnel de l'Eglise, celui dont Mgr Romero nous a prophétiquement laissé un résumé en déclarant: "Devant l'ordre de tuer donné par un homme, c'est la loi de Dieu qui doit prévaloir: Tu ne tueras pas!"

4) On reste sourd à l'appel des évêques latino-américains réunis à Puebla, qui disait textuellement: "L'Eglise lance un appel urgent à la conscience des peuples et aux organisations humanitaires: que le droit d'asile soit renforcé et généralisé... que les pays augmentent leurs quotas d'accueil de réfugiés..." (Puebla, n° 1292).

5) Ainsi est démontrée la dégradation de la situation de péché institutionnalisé qui est celle des peuples d'Amérique centrale.

Pour toutes ces raisons nous sommes dans l'obligation de dénoncer comme oppresseurs et comme collaborateurs du massacre du fleuve Sumpul:

- 1) l'oligarchie et l'armée salvadorienne, bourreaux d'un peuple tout entier;
- 2) l'Organisation des Etats américains, laquelle, en fermant les yeux sur ce massacre, y collabore donc;
- 3) le gouvernement hondurien, complice des faits et de leur dissimulation postérieure;
- 4) les partis politiques et autres organisations, qui se taisent devant cette tragédie.

Face à une telle situation de péché et de brutalité, nous en appelons à la conversion de notre peuple tout entier. Dieu notre Père nous jugera sur l'amour que nous avons concrètement pour nos frères (Matthieu 25,31 ss) Nous ne parviendrons à la paix véritable qu'en prenant la défense de la vie.

3- Les exigences de l'heure

1- Nous invitons nos communautés chrétiennes à faire leur le problème actuel comme incitation à la réflexion et à l'action.

2- Nous demandons aux diocèses frères de nous aider à mieux remplir notre devoir chrétien envers les pauvres.

3- Nous exigeons de notre gouvernement la reconnaissance immédiate du statut international de réfugiés aux salvadoriens qui se trouvent dans notre pays.

4- Nous demandons l'envoi de toute urgence d'une brigade médicale.

5- Nous invitons les organisations politiques, professionnelles, étudiantes et sociales à prendre la mesure de la situation et à contribuer au règlement du problème.

6- Si, par manque de moyens, le gouvernement ne peut accepter les réfugiés, nous demandons qu'on cherche officiellement des pays pouvant les accueillir. Cela n'empêche pas que, tant que nos frères salvadoriens restent dans le pays, ils soient traités conformément à leur dignité humaine.

Pour notre part, nous avons créé un comité qui sera présent dans le secteur de Guarita. Un autre comité est mis en place à Caritas de Santa Rosa de Copán pour collecter et donner l'information, ainsi que pour assurer la coordination avec les autres organisations tant que le gouvernement et les institutions qualifiées n'auront pas pris la situation en charge.

La concrétisation de ces différents points témoignera de la réalité d'une conscience chrétienne véritable et d'une politique nationale de neutralité. Que le Dieu de la paix et de la vie soit avec vous tous (Romains 15, 33).

Santa Rosa de Copán, le 19 juin 1980

(signatures page suivante)

P. Fernández
P. Fausto Milla
P. Roberto Gallagher
Denise M. Bergeron
P. Juan Mahaffy
Roque Gutiérrez
Patricio Seulb
Agatine Vincent
(illisible)
(illisible)
Jeanine Baril
P. Pedro (illisible)
Francisco Zerón
Brunilda Salas
P. Rudy Mejía
(illisible)
(illisible)
(illisible)
(illisible)

(illisible)
(illisible)
(illisible)
(illisible)
P. José Casimiro Walsh
P. Martin Coohill
Luisa Latendresse
P. Ramón Ricuard
P. Patricio Sullivan O.F.M.
(illisible)
P. Jesús Orellana
Suzan Lambert
(illisible)
(illisible)
P. Julio A. Juárez
P. Reginaldo Garcia
Suzanne Buchenne
Jesús Maria Ahecher
Andrés (illisible)
Monica Garcia

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441